

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



85/40

NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES EXTÉRIEURES, LE  
TRÈS HONORABLE JOE CLARK,  
À LA CONFÉRENCE POST-  
MINISTÉRIELLE DE L'ASEAN  
RÉUNION DES SIX PLUS UN

KUALA LUMPUR, MALAISIE  
LE 13 JUILLET 1985

Monsieur le ministre des Affaires étrangères, je tiens d'abord à vous remercier personnellement, ainsi que le gouvernement et le ministère des Affaires étrangères des Philippines, de la collaboration et de l'appui remarquables que le Canada a reçus au cours des huit années pendant lesquelles votre pays a été notre partenaire du Dialogue. Cette période a été marquée par la consolidation et le développement impressionnant des liens du Canada avec l'ASEAN. Notre ambassade à Manille a toujours reçu l'appui de votre Ministère, et c'est là l'une des clefs de notre succès.

Je voudrais aussi saisir cette occasion pour remercier nos hôtes malaisiens de leur excellent accueil. C'est à Kuala Lumpur en 1980 que le Canada a participé pour la première fois à la Conférence post-ministérielle de l'ASEAN. Je suis ravi de constater que nous bouclons la boucle aujourd'hui.

Monsieur le Président, depuis la dernière Conférence post-ministérielle de l'ASEAN, à Jakarta, un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir au Canada. Notre gouvernement attache la plus haute priorité au développement des relations avec les pays d'outre-Pacifique. Treize membres du nouveau Cabinet sont originaires de l'Ouest canadien et, comme tels, sont tout naturellement portés à considérer le bassin du Pacifique comme une région d'importance et de concentration. La stabilité politique et le dynamisme économique de l'Asie du Sud-Est apportent une note d'optimisme dans la morosité de la scène internationale. Canadien de l'Ouest moi-même, je suis extrêmement conscient de la nécessité de veiller à ce que la politique étrangère de notre pays prenne pleinement en considération l'impact que les pays du bassin du Pacifique auront sur l'avenir du Canada. Notre réunion ici m'a convaincu davantage de ce qu'il nous faut continuer d'accorder la priorité absolue à la recherche de nouveaux moyens qui nous permettront de travailler ensemble de façon productive.

Comme vous le savez peut-être, le gouvernement canadien procède actuellement à un examen de sa politique étrangère. Nous avons publié un Livre vert, conçu surtout pour susciter le débat et les commentaires. Nous y insistons sur la compétitivité et la sécurité - deux sujets qui présentent un intérêt particulier pour nos discussions ici.

Lors de mes préparatifs en vue de notre Conférence, j'ai été vivement encouragé - non seulement par le caractère actuel des relations du Canada avec l'ASEAN, mais aussi par les tendances sous-jacentes qui se

dessinent. En 1984, la valeur totale de nos échanges bilatéraux a atteint près d'un milliard et demi de dollars canadiens, un chiffre record. En outre, les exportations de l'ASEAN vers le Canada ont augmenté encore plus rapidement que celles du Canada vers l'ASEAN, avec pour conséquence que les échanges bilatéraux sont maintenant presque équilibrés. Je crois que cela démontre la sincérité qui nous anime dans notre résolution d'en arriver à une relation économique saine et parfaitement équilibrée avec vos pays. En fait, au cours de la dernière année, le gouvernement canadien a travaillé activement pour aider les pays de l'ASEAN à pénétrer le marché canadien. À cet égard, j'aimerais en particulier attirer votre attention sur les séminaires qui ont été organisés dans les pays de l'ASEAN par le Bureau canadien de promotion du commerce, avec l'appui financier de l'ACDI. Le Canada a aussi cherché à stimuler l'intérêt pour l'investissement, et nous avons reçu l'an dernier des missions de l'ASEAN à cet égard. En fait, j'aurai le plaisir de participer au lancement de deux coentreprises lors des visites que j'effectuerai bientôt en Thaïlande et en Indonésie.

Monsieur le Président, l'information et la communication sont deux dimensions essentielles de l'expansion du commerce. J'ai eu le plaisir de prendre part à la Conférence "Ouverture sur le Pacifique", qui s'est tenue à Toronto en mars dernier. Les pays de l'ASEAN y ont joué un rôle extrêmement actif. Cependant, il ne suffit pas de mettre l'accent sur les échanges et les questions commerciales pour instaurer le genre de relation globale à laquelle nous désirons parvenir.

Vous avez fait mention de la Fondation Asie-Pacifique, constituée en 1984 avec l'appui - fait extrêmement rare - de tous les partis au Parlement canadien. Cette unanimité procédait expressément du désir de disposer à la fois d'un point de convergence et d'un catalyseur pour le développement ultérieur de la relation. La Fondation, dont le siège est à Vancouver, a pour objectif de coordonner et d'encourager un vaste éventail d'activités, en vue de renforcer la collaboration avec les pays de l'Asie sur le plan des échanges commerciaux, de l'aide au développement, de la culture et de l'éducation. Je crois pouvoir revendiquer dans une certaine mesure la paternité de cet organisme. En effet, c'est lorsque j'étais Premier ministre en 1979 que les premières démarches ont été entreprises en vue de sa création. Et c'est avec une très grande satisfaction que j'en constate la réalisation.

Il est hautement significatif à mon avis que la première grande entreprise coparrainée par la Fondation se soit déroulée dans un pays de l'ASEAN; je veux parler de la

conférence qui s'est tenue en Indonésie avec la collaboration du "Centre for Strategic and International Studies". Le fait que la Fondation examine activement la possibilité d'organiser des conférences semblables avec d'autres pays de l'ASEAN illustre le succès remporté par la Conférence Canada-Indonésie.

La Fondation Asie-Pacifique mettra l'accent sur le développement des contacts humains entre le Canada et les pays de l'ASEAN. Je pense qu'une meilleure compréhension de nos objectifs mutuels et une plus grande sensibilité aux intérêts de chacun sont essentiels à une relation saine. Comme vous le savez, il y a déjà quelque 7 000 personnes en provenance des pays de l'ASEAN qui étudient au Canada, et j'espère que nous trouverons de nouvelles façons d'augmenter ce nombre. Je me permettrai ici de revenir un instant sur un élément important de l'association entre le Canada et l'ASEAN, pour vous dire combien nous sommes heureux de voir que les pays de l'ASEAN participeront aussi largement à l'Expo 86, qui se tiendra à Vancouver l'an prochain. C'est là un exemple de la coopération véritable qui caractérise nos relations.

Monsieur le Président, comme vous le savez, le Canada continue d'appuyer fidèlement la position de l'ASEAN à l'égard du Cambodge, et j'espère échanger des vues sur cette question plus tard dans le courant de notre réunion. L'ASEAN a également soulevé par ailleurs une autre question qui préoccupe grandement le Canada, comme je l'ai dit lors de la réunion des Six plus Six. Il s'agit de la nécessité de collaborer encore davantage pour lutter contre le trafic international des stupéfiants. Tant au sein de l'ASEAN que dans le cadre de nos relations bilatérales avec les pays qui en sont membres, nous rechercherons de nouveaux moyens de travailler ensemble grâce à la coopération policière et à d'autres formes d'aide, afin de lutter contre ce terrible fléau social. Le Canada appuie l'initiative de l'ASEAN visant à rédiger un projet de résolution concernant les stupéfiants et il est prêt à en discuter le libellé et les dispositions.

Le terrorisme est un autre fléau international qui atteint des proportions gigantesques. Récemment, des Canadiens et des ressortissants d'autres pays ont perdu la vie dans des circonstances tragiques lorsque le vol 182 d'Air India s'est abîmé en mer, peut-être à la suite d'un acte de sabotage. Le Canada participe activement à un certain nombre d'initiatives importantes visant à améliorer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme. Je sais que les pays de l'ASEAN partagent nos préoccupations à cet égard et je crois que nous sommes en mesure de travailler ensemble dans ce domaine crucial, de façon encore plus efficace que par le passé.

Monsieur le Président, le Canada n'a cessé d'être impressionné par la façon dont les pays de l'ASEAN ont fourni un lieu de premier asile aux centaines de milliers de personnes qui ont fui les régimes totalitaires en Indochine. Au cours des dix dernières années, le Canada a été parmi les principaux pays de réinstallation. Aussi longtemps que la crise persistera, nous continuerons de faire notre juste part et ce, en pleine consultation avec les pays de l'ASEAN.

Comme le commerce revêt une grande importance aussi bien pour l'ASEAN que pour le Canada, nous avons un intérêt commun à résister au protectionnisme et à promouvoir une plus grande libéralisation des échanges, ainsi qu'un intérêt immédiat à travailler ensemble pour faire en sorte que le système commercial fonctionne de façon plus efficace. Nous ne devons pas permettre au protectionnisme, que ce soit dans les pays développés ou en développement, de venir anéantir les espoirs d'amélioration du commerce et les promesses de prospérité mutuelle. Je pense que les pays de l'ASEAN et le Canada ont beaucoup de choses en commun à cet égard, et j'espère qu'il nous sera possible d'élaborer ensemble un consensus sur un ordre du jour équilibré pour la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales tant attendue. Ainsi que je l'ai déjà indiqué, des hauts représentants de mon gouvernement devraient se rendre dans vos pays respectifs pour y procéder à des consultations sur la meilleure façon de réaliser cet objectif.

Monsieur le Président, je voudrais faire valoir combien le Canada a apprécié les vues réalistes et constructives que l'ASEAN a présentées aux pays du Sommet avant notre réunion à Bonn. Je ne prétendrai pas qu'il nous a été possible de répondre à toutes vos préoccupations, mais il reste que vos apports ont fort utilement éclairé nos discussions, tant au Sommet de Bonn qu'au sein d'autres forums internationaux. Le Canada s'est attaché tout particulièrement à faire en sorte que les préoccupations des pays en développement soient pleinement reconnues. À cet égard, j'ai été très heureux d'avoir des discussions avec les chefs de mission des pays de l'ASEAN à Ottawa juste avant la tenue du Sommet de Bonn ce printemps, et je puis vous assurer que les vues de l'ASEAN, telles qu'elles m'ont été exprimées au cours de ces entretiens, ont été effectivement prises en compte dans notre participation à ces réunions.

Monsieur le Président, le renforcement des Nations Unies et de leurs organismes constitue un point important à l'ordre du jour international. Le Canada est d'avis que tous les États membres doivent s'attaquer d'urgence à cette question. Aucun d'entre nous ne saurait

prétendre que les Nations Unies fonctionnent aussi bien que l'entendaient les États fondateurs. Nous n'en sommes pas moins tous convaincus de l'importance vitale des efforts multilatéraux pour résoudre les problèmes divers et toujours plus complexes auxquels est confronté notre monde. Quarante ans après leur fondation, les Nations Unies restent le creuset où se mêlent les intérêts de la communauté internationale. Il ne fait cependant pas de doute que le système onusien doit être renforcé. Nos efforts en ce sens pourraient être facilités s'il était fait en sorte que les questions politiques contentieuses soient traitées au sein des organes politiques et non pas dans le cadre des organismes spécialisés. Il est par ailleurs urgent d'assainir la gestion des institutions onusiennes, et tout particulièrement des organismes spécialisés tels que l'UNESCO et la FAO. Il nous faut enfin rationaliser les travaux de l'Assemblée générale. J'estime que le Canada et ses partenaires de l'ASEAN peuvent collaborer utilement à l'instauration de ces changements, dont nous estimons qu'ils permettraient de revitaliser les Nations Unies. Nous tous ici sommes des réalistes. Nous savons que la solution ne réside pas dans des déclarations dramatiques - mais plutôt dans une démarche progressive et pratique qui nous permette de renforcer cet important organe. Les Nations Unies ne sont pas une institution parfaite. Mais nous nous trouvons bien mieux avec cette institution fonctionnant de façon efficace que nous ne nous trouverions sans elle.

Monsieur le Président, notre conférence se tient à un moment très important dans les relations entre le Canada et les pays de l'ASEAN. La Thaïlande s'apprête à remplacer les Philippines en tant que coordonnateur de notre Dialogue. J'estime que ce changement survient à un moment où la coopération institutionnelle et fonctionnelle entre le Canada et l'ASEAN fonctionne plus efficacement que jamais auparavant. À la suite de la réunion de la Commission consultative conjointe entre hauts fonctionnaires, qui s'est tenue à Manille en septembre dernier, d'importants échanges sont intervenus à Ottawa entre le Comité ASEAN d'Ottawa et le gouvernement canadien.

L'aide au développement continue d'occuper une place prioritaire dans notre relation bilatérale. Au cours de la dernière année, nous avons à mon avis réalisé des progrès constants dans la mise en oeuvre de divers projets dont avaient convenu le Canada et l'ASEAN. Le Comité ASEAN d'Ottawa a soutenu utilement notre élan pour ce qui est de l'évaluation des projets. Le recours à ce mécanisme consultatif nous aura permis en particulier d'améliorer considérablement l'organisation et l'exécution de nos activités d'aide au développement dans les pays de l'ASEAN. Dans le cadre de ce mécanisme, nous avons convenu d'axer notre aide sur la gestion de l'environnement et des

ressources naturelles (notamment dans les secteurs de la foresterie et des pêches), ainsi que sur la mise en valeur et la formation des ressources humaines. Depuis 1982, nous avons engagé quelque 15 millions de dollars au titre de projets régionaux de l'ASEAN. Le total de nos engagements au titre de la coopération bilatérale, tant institutionnelle qu'industrielle, et de projets régionaux en faveur des pays de l'ASEAN s'élève aujourd'hui à plus de 225 millions de dollars canadiens.

Nous voudrions, avec votre concours, améliorer encore la mise en oeuvre et la gestion de ces programmes et faire en sorte qu'ils procurent des avantages réels à la région dans son ensemble.

Monsieur le Président, nous devons assurer l'avenir de notre relation et rechercher de nouvelles initiatives qui nous permettront d'étoffer encore davantage les rapports entre le Canada et l'ASEAN. Je suis particulièrement heureux que nous nous apprêtions aujourd'hui à signer les instruments d'adhésion de Brunei à l'Accord de coopération économique. Dans le cadre de cet Accord, l'ASEAN et le Canada doivent chercher à définir les secteurs qui se prêtent à une amélioration et à une concentration des efforts. J'espère en particulier que nous serons en mesure de nous attacher de façon productive aux possibilités d'investissement et de coentreprises. Les sociétés et les gens d'affaires canadiens s'intéressent fortement aux pays de l'ASEAN, mais leurs désirs d'investissement sont parfois entravés par les règlements des pays hôtes. Il est dans notre intérêt mutuel de surmonter ce problème de façon constructive. J'espère par conséquent qu'il nous sera possible au cours de la prochaine année, tant au sein de la Commission conjointe que dans le cadre de nos discussions bilatérales, de réaliser des progrès réels qui nous permettront d'amplifier notre coopération commerciale.

Monsieur le Président, notre expérience commune a démontré que le Canada et l'ASEAN sont à même de travailler ensemble de façon très efficace. Le rapport qui nous unit procède de bon nombre d'attitudes et d'objectifs qui nous sont communs. Il nous est possible de parler franchement et, lorsque nous sommes en désaccord, de rechercher de façon constructive des moyens de résoudre nos divergences. Le succès remarquable de l'ASEAN tient en grande partie à l'esprit d'ouverture qui anime ses membres. Le dialogue entre le Canada et l'ASEAN est de même nature. J'estime pour ma part que notre relation avec certaines des économies des plus dynamiques du monde établit une norme élevée, à

laquelle peut se mesurer l'engagement du Canada à l'égard de la coopération internationale. Je vous assure que le gouvernement canadien est déterminé à relever ce défi avec efficacité, et je me réjouis à la perspective de discuter plus avant avec vous de certains de ces sujets au cours de la prochaine étape de notre conférence.